

RENCONTRE AVEC ROBERT REICH

« La démocratie est malade du supercapitalisme »

Tel Janus, le capitalisme hyperconcurrentiel contemporain a un double visage. S'il a de quoi séduire consommateurs et épargnants, les millions de dollars dépensés chaque année en *lobbying* ont sapé les fondements de la démocratie.

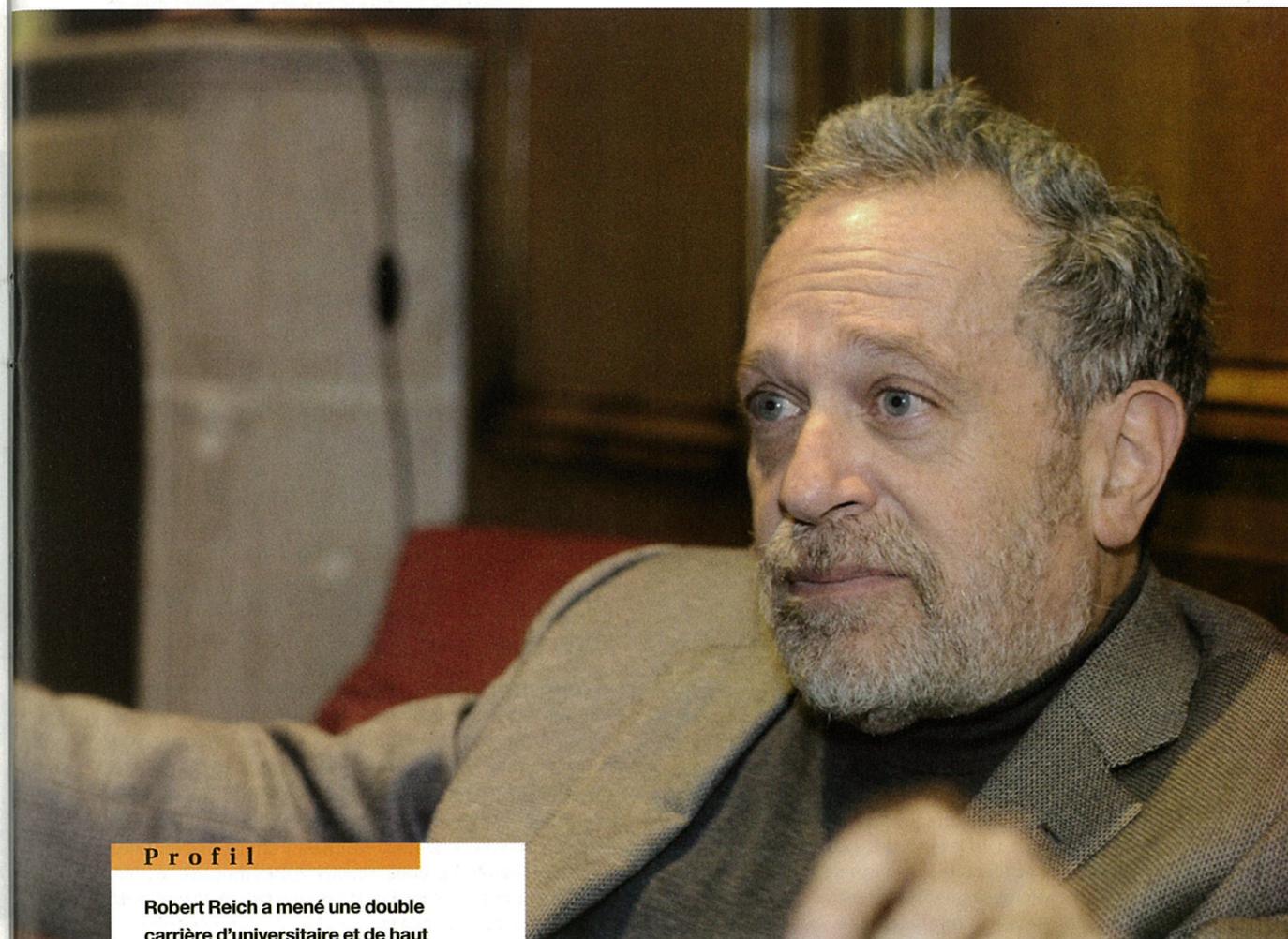
Quand Robert Reich a fréquenté pour la première fois les arcanes politiques de Washington, la ville était alors plutôt « miteuse » voire carrément « délabrée ». C'était dans les années 1970. R. Reich était alors délégué politique à la Federal Trade Commission. Il y est revenu une vingtaine d'années plus tard, en 1993, nommé par le président Bill Clinton au poste de secrétaire du Travail (l'équivalent du ministre français du Travail et des Affaires sociales). La ville était méconnaissable, emplies d'hôtels 4**** et de restaurants branchés. Elle était entre-temps devenue le terrain de chasse de lobbyistes grassement payés par les plus grandes compagnies mondiales pour infléchir les politiques fédérales américaines en leur faveur. Si R. Reich parle aujourd'hui d'une « démocratie malade », c'est parce qu'entre ces deux dates s'est produite, selon lui, une « OPA du monde de l'entreprise sur celui de la politique ». R. Reich parcourt ces temps-ci l'Europe pour promouvoir *Supercapitalisme*, son dernier livre, où il s'attache à décrypter les logiques économiques qui ont miné les démocraties contemporaines. C'est d'une voix tranquille et avenante que cet économiste et politiste modéré, étiqueté libéral (gauche américaine), décrit les ressorts de ce capitalisme hyperconcurrentiel. S'il comble les consommateurs et les épargnants, le supercapitalisme a peu à peu sapé les moyens que les citoyens avaient de se faire entendre sur les problèmes politiques les plus criants, de l'explosion des inégalités aux désordres écologiques planétaires. L'Amérique et le monde ont besoin de transformations profondes, affirme R. Reich, également conseiller économique du désormais célèbre apôtre du changement qu'est Barack Obama, candidat à l'investiture démocrate pour les élections présidentielles américaines de novembre 2008.

Selon la vision dominante, tant en économie qu'en science politique, la démocratie et le capitalisme vont de pair. Vous exprimez un profond scepticisme à propos de cette vision: pourquoi?

Au cours des trente dernières années, le capitalisme a connu une formidable expansion dans les vieux pays industrialisés mais aussi dans les économies émergentes et dans les anciens pays socialistes. La richesse mondiale a fortement crû. L'innovation a été remarquable, particulièrement au cours des vingt dernières années. Mais si l'on se penche sur la démocratie, et particulièrement sa capacité à refléter les préoccupations des citoyens, le constat est très différent. De nombreuses questions demeurent sans réponse, que ce soient le réchauffement climatique, l'aggravation des inégalités ou la violation des droits de l'homme dans de nombreux pays du monde.

Les sondages montrent par ailleurs que la confiance dans la démocratie décline et que les citoyens sont de plus en plus cyniques au sujet de la politique. Si l'on suppose que le capitalisme et la démocratie vont de pair, il y a manifestement un problème. Pourquoi le capitalisme a-t-il été aussi victorieux alors que la démocratie est en aussi piteux état? C'est à cette question que j'ai essayé de répondre. La plupart des analystes s'intéressent soit aux mutations économiques, soit aux transformations de la politique. En ce qui me concerne, tout au long de ma vie active, soit comme universitaire soit comme fonctionnaire à Washington, j'ai toujours essayé d'explorer les connexions entre les deux sphères.

Dans les années 1960, Albert O. Hirschman pointait l'exemple de l'Amérique latine où le capitalisme pouvait fort bien



Profil

Robert Reich a mené une double carrière d'universitaire et de haut fonctionnaire. Elle l'a mené de Harvard à Berkeley, où il est actuellement professeur de politique publique, et des administrations Ford et Carter au poste de secrétaire du Travail du président Bill Clinton, fonction qu'il a occupée de 1993 à 1997. Il est l'auteur de nombreux livres, dont les best-sellers *L'Économie mondialisée*, Dunod, 1997, ou *Futur parfait: progrès technique, défis sociaux*, Village mondial, 2001. Il s'y emploie à décrypter les implications de la mondialisation et de la nouvelle économie, insistant sur les opportunités économiques autant que sur leurs travers, une veine qu'il prolonge dans *Supercapitalisme. Le choc entre le système économique émergent et la démocratie*, Vuibert, 2008.

coexister avec un régime autoritaire. Il critiquait au passage l'idée selon laquelle l'émergence d'une économie de marché créait automatiquement les conditions de la démocratie. En ce qui vous concerne, c'est aux États-Unis, au cœur du dit « monde démocratique », que vous décelez un conflit entre capitalisme et démocratie...

Je pense que toutes les nations capitalistes vont dans la même direction. Les États-Unis ont pris de l'avance sur la route qui conduit à ce que j'appelle le supercapitalisme, mais les nations européennes les suivent de près. Arrêtons-nous un instant sur le cas de la Chine. Contrairement à ce qui pouvait se passer dans certains pays latino-américains ou dans l'Allemagne nazie, où économie et système politique étaient fortement imbriqués, la Chine a rapidement instauré des droits et des libertés économiques, tels que le respect des droits de propriété. Mais elle a soigneusement séparé ces droits économiques des droits politiques. La Chine se présente ainsi comme un nouveau modèle de capitalisme, que j'appelle le « capitalisme autoritaire ». Doté d'un système économique extrêmement efficace, ce pays ne

► donne pourtant aucun signe de transition vers la démocratie.

Les États-Unis se rapprochent quant à eux d'une oligarchie économique: un nombre relativement petit d'individus concentre la richesse et le pouvoir politique. La plupart des salariés voient leur salaire stagner alors qu'un petit groupe de personnes accumule des fortunes. L'économie est certes prospère, si l'on fait abstraction des variations cycliques, et cela a été le cas pendant les trente dernières années. Mais les Américains ne sont pas satisfaits. L'élection présidentielle de 2008 est accaparée par le thème du changement. Pourquoi changer? Parce que nombreux sont ceux qui pensent que la démocratie ne fonctionne pas.

Selon vous, les États-Unis et la plupart des pays industrialisés avaient pourtant réussi dans l'après-guerre à instaurer ce que vous appelez un «capitalisme démocratique». Sur quoi reposait-il?

Cela a été possible grâce à la coïncidence entre une production de masse et une consommation de masse. Dans les économies industrialisées de l'après-guerre, deux ou trois firmes dominaient chaque secteur grâce à des économies d'échelle. Mais cela coexistait avec des syndicats puissants qui représentaient les salariés et dont l'action enrichissait la démocratie. Qu'est-ce qui faisait que ce capitalisme démocratique fonctionnait aussi bien, tant du point de vue économique que politique? L'existence d'une couche d'instances intermédiaires qui représentaient les individus en tant que citoyens et pas seulement en tant que consommateurs ou investisseurs. Les syndicats, les partis politiques et bien d'autres organisations participaient à la formation et à l'expression de la volonté générale.

Mais depuis les années 1970, une nouvelle donne est apparue. Le capitalisme a été bouleversé par les technologies de transport et de communication issues de la guerre froide. L'Internet est né d'une commande du Pentagone qui avait besoin d'un système de communication instantanée pour acheminer des données complexes. Il a depuis transformé de fond en comble la finance, la production et le commerce. Quant aux conteneurs qui acheminent les marchandises d'un bout à l'autre du globe, ils sont apparus pendant la guerre du Vietnam. Ces deux technologies ont offert aux consommateurs et aux investisseurs américains d'innombrables possibilités de choix. Cela a obligé les compagnies à être plus compétitives les unes avec les autres.

L'une des entreprises phare du supercapitalisme est la chaîne de supermarchés Wal-Mart. Elle a conquis les consommateurs avec des prix très bas et utilise son pouvoir de marché pour comprimer toujours plus les prix de ses fournisseurs, les forçant à distribuer des bas salaires ou à délocaliser la production. Le pouvoir de Wal-Mart provient de ce qu'elle agrège des millions de consommateurs pour obtenir les meilleurs prix en amont. Il en est de même des fonds d'investissement,



Alexandre Sargos

« Nous n'avons pas les moyens de nous exprimer quant aux conséquences du supercapitalisme. »

qui agrègent l'épargne de millions de retraités pour obtenir les meilleurs rendements des entreprises. Les consommateurs/épargnants que nous sommes y ont gagné, mais les citoyens y ont perdu. Nous n'avons pas les moyens de nous exprimer quant aux conséquences sociales, écologiques ou civiques du supercapitalisme.

«Le processus politique est l'extension du champ de bataille qu'est le marché», selon Loren Maddox, une lobbyiste influente que vous citez. La démocratie est-elle malade de la concurrence économique?

Il est clair que la lutte concurrentielle a débordé le cadre du marché pour se déverser dans la démocratie. Nous assistons à une course effrénée entre les entreprises pour orienter à leur avantage les décisions politiques. Google dépense des sommes considérables en *lobbying* parce que Yahoo ou Microsoft en font de même et que les décisions qui seront prises à Washington ou à Bruxelles auront des impacts financiers considérables au bénéfice de l'une ou de l'autre. Dans ce processus, chacun invoque l'intérêt général, mais les positions en présence ne font en réalité que défendre l'avantage concurrentiel de chaque compagnie. Lors de la session parlementaire américaine 2004-2006, il a été question de supprimer l'interdiction d'effectuer des forages pétroliers *offshore* le long des côtes du golfe du Mexique et de la Californie. Les compagnies pétrolières étaient pour. Leurs adversaires les plus virulents n'étaient pas des groupes écologistes, comme on aurait pu s'y attendre, mais l'industrie touristique qui

craignait les conséquences néfastes d'une marée noire... Les électeurs assistent à ces empoignades sans véritablement avoir les moyens de se faire entendre. Cependant, ce déclin de la démocratie n'est pas dû au fait que les entreprises sont malintentionnées, c'est une logique inhérente à l'intensification de la concurrence.

Pourquoi d'autres acteurs, syndicats ou ONG, ne parviennent-ils pas à intervenir efficacement dans le débat public?

Les syndicats essaient d'intervenir et y parviennent. Ils détiennent encore un pouvoir politique substantiel. Cependant, le taux de syndicalisation s'effondre tant en Europe qu'aux États-Unis. Le cas des ONG est intéressant: elles réussissent à se faire entendre bruyamment dans la sphère publique. Cela dit, je doute que les ONG préserveront leur influence. En effet, les consommateurs et les investisseurs globaux ont un pouvoir démesuré. Une compagnie qui ne maximise pas son rendement sur investissement s'expose rapidement à une OPA d'un fonds d'investissement ou d'une firme globale. Aucune compagnie ne peut sacrifier son rendement au profit du bien commun.

La vieille notion de capitalisme de parties prenantes (*stakeholder democracy*) qui a été, au demeurant, beaucoup plus opérante en Europe qu'aux États-Unis, suppose que les actionnaires prennent en compte les souhaits d'autres acteurs, salariés ou ONG écologistes par exemple. Mais au vu des options innombrables qu'offre le capitalisme global, pourquoi les investisseurs placeraient leur argent dans une entreprise qui leur demande de sacrifier une partie de leur profit pour satisfaire un objectif social ou écologique? Même en Europe, les dispositions institutionnelles qui garantissent la prise en compte des parties prenantes s'amenuisent. Il est difficile de comprendre comment les ONG pourraient conserver une forte influence à l'avenir.

L'une des forces du supercapitalisme, dites-vous, c'est qu'il peut compter sur la complicité des individus, en tant que consommateurs ou épargnants, même si les citoyens/salariés qu'ils sont aussi n'y trouvent pas leur compte. On a beaucoup parlé ces derniers temps de consommation éthique ou citoyenne, mais c'est loin d'être, à vos yeux, une solution au problème démocratique...

La consommation ou l'investissement socialement responsable constitue un fragment très étroit du marché. Se présente par ailleurs un problème de bien public: admettons que les consommateurs comprennent le lien entre leurs choix de consommation et d'investissement et les maux sociaux qu'ils engendrent, ils seront en tout état de cause très réticents à sacrifier une part de leur bien-être s'ils estiment que les autres ne le feront pas. À moins qu'il existe des règles, des lois, des traités sur lesquels compter, il est improbable que les individus prennent des décisions, de toute façon inefficaces s'ils étaient les seuls à les prendre.

L'ère de l'hyperconcurrence

«Nouveau capitalisme», «capitalisme flexible», «capitalisme patrimonial», les tentatives n'ont pas manqué ces derniers temps pour qualifier le nouvel ordre économique. Le supercapitalisme dont nous parle Robert Reich est né en bousculant le régime de croissance des trente glorieuses, celui que les économistes de la régulation ont appelé le fordisme (1). Concurrence restreinte dans chaque secteur et redistribution des gains de productivité assuraient à de grandes entreprises une visibilité et une progression régulière de la demande. Pour R. Reich, ce capitalisme réglementé a subi, à partir des années 1960, les coups de boutoir de nouveaux concurrents dont les efforts, notamment sur le plan politique, ont bouleversé les règles du jeu. Les innovations technologiques (Internet, nouveaux moyens d'acheminement des marchandises) d'un côté, la déréglementation des marchés de l'autre, permettent désormais à n'importe quelle entreprise de pénétrer n'importe quel secteur. Des entreprises comme Dell, qui reposent d'un côté sur la vente en ligne, de l'autre sur des sous-traitants asiatiques, ont ainsi déplacé des mastodontes industriels comme IBM, qui a depuis vendu ses usines de micro-ordinateurs à l'entreprise chinoise Lenovo. La déréglementation des télécommunications ou de l'électricité a de son côté permis à des opérateurs privés de défier les monopoles publics. Dans ce contexte hyperconcurrentiel, difficile pour les grandes entreprises de maintenir les accords salariaux (retraites, santé) négociés avec les puissants syndicats d'antan. Si R. Reich reconnaît les avantages que les consommateurs peuvent trouver à ce supercapitalisme, il se refuse à considérer que les sociétés doivent simplement s'adapter à la nouvelle donne, en sacrifiant leur système de santé, leurs politiques redistributives ou leur code du travail. Or, pour R. Reich, au temps du supercapitalisme, la politique est devenue le prolongement de la concurrence économique par d'autres moyens. Le *lobbying* a gangrené la démocratie, affaiblissant les leviers dont les citoyens disposent pour infléchir le cours des choses. Comment créer les conditions d'une revanche de la démocratie dans les économies mondialisées d'aujourd'hui? Dans quelle arène (nationale? mondiale?) cet effort doit-il se déployer? Sur ces questions, le brillant essayiste qu'est R. Reich se montre peu disert. ■ x.v.

(1) Voir Michel Aglietta, *Régulation et crise du capitalisme*, rééd. Odile Jacob, 1997.

Quelles sont les perspectives pour un renforcement de la démocratie?

Je suis un optimiste. Je pense que quand les gens comprennent la vraie nature du problème, on a plus de chance de lui apporter une solution. C'est pourquoi j'ai écrit ce livre. Le dernier chapitre est un appel aux lecteurs pour qu'ils abandonnent l'idéologie et se disposent à voir le capitalisme et la démocratie en face, avec leurs bienfaits et leurs perversions. Si nous voulons vraiment une meilleure démocratie, si nous voulons protéger la démocratie du supercapitalisme, alors nous aurons plus de chance d'y parvenir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR XAVIER DE LA VEGA